

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Prouvy, le 14/04/2022

Equipe V1

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUFLOT INDUSTRIE

Zone industrielle CD115
BP40069
59540 CAUDRY

Références : V1-2022-170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement DUFLOT INDUSTRIE implanté Zone industrielle CD115 BP40069 59540 à CAUDRY. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en service du bâtiment de stockage des matières premières et produits finis.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUFLOT INDUSTRIE
- Zone industrielle CD115 BP40069 59540 à CAUDRY
- Code AIOT dans GUN : 0007004916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Société DUFLOT INDUSTRIE exploite à Caudry, dans la Zone Industrielle, une unité de fabrication de textile technique non-tissé, par cardage (peignage) et aiguilletage (entremêlage) de fibres synthétiques.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 12 juin 2012 à exploiter ses activités de traitement de fibres par cardage et aiguilletage, classées sous la rubrique N° 2311-1.

Le site a réalisé une extension en construisant une cellule de stockage dans la continuité des bâtiments existants, pour réorganiser les stockages au sein de l'établissement et rapatrier le stockage du site de Beauvois-en-Cambrésis. L'exploitation de cette extension est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en service du bâtiment de stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Localisation des points de rejet interne	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.2)	/	Mise en demeure, respect de prescription
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.5.1)	/	Mise en demeure, respect de prescription
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.9)	/	Mise en demeure, respect de prescription
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.10.1)	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.6	/	Sans objet
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.7	/	Sans objet
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.1)	/	Sans objet
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.3)	/	Sans objet
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.4)	/	Sans objet
Désenfumage	AP Complémentaire du 17/11/2021, article 2.8 (8.5.1.2)	/	Sans objet
Cellule de stockage : rubrique 2663	Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.6)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé 5 non-conformités faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Par ailleurs, l'inspection a relevé 3 observations pour lesquelles l'exploitant est tenu d'apporter des éléments de réponses dans le délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Localisation des points de rejet interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, point de rejet n°5
Prescription contrôlée : L'article 4.3.5.1 relatif à la localisation des points de rejet interne du titre 4 « Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 est complété du tableau suivant : <u>Point de rejet interne à l'établissement N°5</u> - Nature des effluents : Eaux pluviales de toiture et de voirie du bâtiment de Stockage (extension) + 1/2 toiture du bâtiment production (cf. plan en annexe 1) - Exutoire du rejet : Bassin interne d'infiltration des eaux pluviales - Surface fond de bassin : 300 m ² - Capacité d'absorption spécifique du sol : Perméabilité : 2,5x10 ⁻⁶ m/s - Traitement avant rejet : aucun - Conditions de rejet : Respect des VLE fixées (art 2.4.3) - Autres dispositions : Surveillance trimestrielle puis semestrielle (art. 2.4.4)
Constats : L'exploitant a présenté le plan des voiries et assainissement N° VRD R01.1.A200 du 13/01/2001 du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). Au regard de celui-ci, les eaux pluviales de toiture et de voirie du bâtiment de stockage (extension) + 1/2 toiture du bâtiment production sont collectées pour rejoindre le bassin interne d'infiltration. Ce plan indique que la surface de remplissage du bassin (fond + parois du bassin) est de 271,74 m ² pour un volume de bassin de 390,9 m ³ . La note de calcul du dimensionnement du bassin de tamponnement et d'infiltration des eaux pluviales de l'extension jointe au dossier de porter à connaissance conclut que le volume utile du bassin doit être d'au moins 282 m ³ avec pour hypothèse une surface de fond de bassin de 300 m ² . <u>Non conformité n°1 :</u> La surface du fond de bassin est inférieure à 300 m². A défaut de porter la surface du fond de bassin à 300 m ² , il appartient à l'exploitant de solliciter la modification de la prescription en justifiant que le dimensionnement réel de son bassin permet de répondre à l'objectif d'infiltration des eaux pluviales sans débordement de celui-ci. Dans ce cadre, il est nécessaire de : - lever l'ambiguïté sur la notion de surface d'infiltration considérée : surface du fond de bassin ou surface de remplissage du bassin ? - d'actualiser la note de calcul du dimensionnement du bassin de tamponnement et d'infiltration des eaux pluviales au regard de la surface d'infiltration réelle du bassin. L'exploitant a réalisé la première transmission de ses résultats d'autosurveillance des rejets aqueux en janvier 2022. Les résultats sont satisfaisants. Le seul correspondant GIDAF de la société DUFLOT va prochainement quitter la société. Par courriel du 12/04/2022, l'exploitant a transmis les coordonnées du futur correspondant GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription – délai 2 mois

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : L'article 7.6.3 relatif aux ressources en eau du site pour ses besoins en extinction du titre 7 « Prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p><u>ARTICLE 7.6.3. Moyens de lutte contre l'incendie</u></p> <p>L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, repris dans le plan interne d'intervention mentionné à l'article 7.6.1 ;- d'un poteau incendie présent à l'entrée du site, alimenté par le réseau public, permettant de fournir a minima 95 m³/h à 1 bar pendant 2 heures, équipé de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;- une réserve d'eau de 300 m³ destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances, dotée de deux plates-formes d'aspiration, équipée de 3 prises de raccordement conformes aux normes en vigueur, dont une est séparée des 2 autres d'une distance de 4m, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter. Cette réserve est implantée, signalée, numérotée et entretenue conformément aux dispositions reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état.</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none">- justifier auprès de l'Inspection et du SDIS de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, ce dès la mise en service de la citerne incendie, ainsi que tous les trois ans ; <p>permettre au SDIS d'effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none">- la reconnaissance opérationnelle initiale de la citerne. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS, le procès-verbal de réception de ce point d'eau incendie (PEI) ;

<ul style="list-style-type: none"> - la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique de la citerne ; - avertir sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité de la citerne, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, l'exploitant doit remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.
<p>Constats :</p> <p>Le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local est repris dans le plan interne d'intervention référencé DOC 019 du 17/02/2022.</p> <p>Un poteau incendie est présent à l'entrée du site. Le dernier rapport de contrôle du 05/04/2019 réalisé par Eaux du Cambrésis fait état d'un débit de 95 m³/h à 1 bar.</p> <p>Des robinets d'incendie armés sont implantés dans le bâtiment de stockage, notamment à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>Observation n°1 : Les robinets d'incendie armés sont signalés par des panneaux "extincteur". L'exploitant signalera les RIA en affichant les panneaux adaptés.</p> <p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation. Les extincteurs contrôlés par sondage sont signalés, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>La réserve d'eau de 300 m³ destinée à l'extinction a été constatée. Cette réserve est accessible par la voie engins. Elle est dotée de deux plates-formes d'aspiration et équipée de 3 prises de raccordement.</p> <p>Le SDIS a réalisé la reconnaissance opérationnelle initiale de la réserve le 22/06/2021. Conformément aux recommandations du SDIS dans son rapport du 12/07/2021, l'exploitant a réalisé la signalisation et numérotation de la réserve. Ceux-ci ont été constatés lors de la visite des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 7.6.6 relatif à la protection des milieux récepteurs et au bassin de confinement du titre 7 « Prévention des risques technologiques » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p><u>ARTICLE 7.6.6. DISPOSITIF DE CONFINEMENT/BASSIN DE CONFINEMENT</u></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé pour partie en interne au niveau de la cellule et le complément au niveau d'un bassin de confinement, bassin intermédiaire étanche placé en amont du bassin d'infiltration des eaux pluviales.</p> <p>Pour assurer le confinement externe au niveau du bassin de confinement, les eaux d'extinction d'un incendie au niveau de la cellule de stockage sont collectées via le réseau de collecte des eaux</p>

pluviales de cette partie du site, de manière gravitaire, puis convergent vers cette capacité spécifique. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

En cas d'incendie, une vanne de barrage motorisée asservie à la détection incendie de la cellule isole le bassin de confinement et obture le passage des eaux collectées vers le bassin d'infiltration des eaux pluviales. Cette vanne est également à fermeture manuelle. Une consigne écrite prévoit la vérification de la fermeture de la vanne en cas d'incendie.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par le plus grand résultat des sommes :- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètres carrés de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement.

L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 540 m³, réparti de la manière suivante :

- confinement externe : bassin de confinement de 390 m³ ;
- confinement interne : 5 cm de hauteur dans la cellule.

Dans le respect des dispositions de l'article 4.3.10. « Valeurs limites d'émission des eaux polluées (incendie, accident) », les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer l'évacuation appropriée.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance le plan des voiries et assainissement N° VRD R01.1.A200 du 13/01/2001 du DOE. Par courriel du 12/04/2022, l'exploitant a transmis une version actualisée (ind.C) du plan susvisé.

Au regard de celui-ci, les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre sont collectés :

- par des bordures et pentes réalisées dans la cellule au droit des accès pour maintenir les eaux à l'intérieur de celle-ci sur une hauteur de 5 cm ;
- dans le bassin de confinement dont le volume est de 396,182 m³ selon le plan susvisé.

La disponibilité du volume de confinement minimal nécessaire est effective puisque le volume du bassin de confinement de 396,182 m³ ne comprend pas le volume de fond de bassin lié à la hauteur de surverse vers le bassin d'infiltration.

La présence de la vanne de barrage motorisée asservie à la détection incendie de la cellule a été constatée. Celle-ci obture le passage des eaux collectées depuis le bassin de confinement vers le bassin d'infiltration des eaux pluviales. La fermeture de la vanne peut être réalisée manuellement. La consigne prévoyant la vérification de la fermeture de la vanne en cas d'incendie est intégrée au plan d'intervention interne susvisé.

Le fonctionnement de la vanne est vérifié en interne 1 fois tous les 2 mois. Le registre correspondant a été présenté.

Le rapport du 22/02/2022 de la société SOREHAL relatif au contrôle des dispositifs de détection incendie fait état du bon fonctionnement de la vanne.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.1)

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 8.2.1. IMPLANTATION

Les limites des stockages sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

L'installation ne comprend pas, ne surmonte pas ni n'est surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

Le stockage en sous-sol, c'est-à-dire en dessous du niveau dit de référence, est interdit. Le niveau de référence est celui de la voirie interne au site située au pied du bâtiment et desservant la construction utilisable par les engins des services d'incendie et de secours. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse.

Le stockage est également interdit en mezzanine.

Constats :

Au regard du plan des voiries et assainissement N° VRD R011.A200 du 13/01/2001 du DOE, les limites des stockages sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.

L'installation ne comprend pas, ne surmonte pas ni n'est surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

Il n'y a pas de stockage en sous-sol.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : structure des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.2)

Thème(s) : Risques accidentels, Structure des bâtiments

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 8.2.2. STRUCTURE DES BÂTIMENTS

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'étude technique réalisée au moment de la construction de la cellule de stockage, démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment.

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures du bâtiment accueillant la cellule de stockage sont construites en matériaux A2 s1 d0 ;
- l'ensemble de la structure est a minima R 60 ;
- les murs séparatifs entre la cellule et les ateliers de production sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture. Ce degré de résistance au feu est indiqué, depuis l'extérieur, au droit des murs et à chacune de leurs extrémités ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos :
 - isolé de la cellule par des parois REI 120 ;
 - au plafond REI 120 ;
 - sans porte communicante avec la cellule.
- le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl) ;

<ul style="list-style-type: none"> - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C 2 ; - les éléments de support de couverture de toiture et son isolant thermique sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 ; - le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; - les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.
<p>Constats : L'exploitant a tenu à disposition le DOE du bâtiment.</p> <p>Les éléments suivants ont pu y être constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de non ruine en chaîne et non ruine vers l'extérieur de la structure du bâtiment formalisée en date du 18/03/2022 par la société KP1 bâtiment ; - les parois extérieures du bâtiment sont en matériaux A1 ; - l'ensemble de la structure est REI120 ; - le mur séparatif entre la cellule et les ateliers est REI 120 ; - le sol des aires et locaux de stockage est une dalle béton incombustible ; - les ouvertures dans les parois séparatives sont munies de portes coupe-feu. <p>Par courriel du 11/04/2022, l'exploitant a transmis les justificatifs des caractéristiques de réaction et résistance au feu des éléments de support de couverture de toiture et son isolant thermique, ainsi que du système de couverture. Au regard des éléments, il s'avère que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments de support de couverture de toiture et son isolant thermique sont réalisés en matériaux A1 ; - le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3). <p>La présence des portes coupe-feu a été constatée lors de la visite des installations.</p> <p>Non conformité n°2 : Le DOE contient les notices techniques de l'ensemble de la gamme des portes coupe-feu du fournisseur. Toutefois, le DOE ne précise pas les références techniques et commerciales des portes installées. Par conséquent l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des caractéristiques de réaction et résistance au feu de ses portes. L'exploitant a sollicité son maître d'oeuvre pour obtenir les informations. Au jour de rédaction du rapport, aucun justificatif n'a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription – délai 1 mois</p>

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : surface de la cellule

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.3)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Surface de la cellule</p>
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>ARTICLE 8.2.3. SURFACE DE LA CELLULE La surface de la cellule de stockage est de 3 000 mètres carrés.</p>

Constats : Le DOE fait état d'une surface de la cellule de stockage de 2996 m ² .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : accès des secours à la cellule

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.4)
Thème(s) : Risques accidentels, Accès des secours à la cellule
Prescription contrôlée : Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes : <u>ARTICLE 8.2.4. Accès des secours à la cellule</u> Les accès de la cellule de stockage permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point du stockage ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins vers l'extérieur de la cellule ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues. Constats : Les modalités d'implantation des accès et issues de l'entrepôt ont été contrôlées sur la base du plan du bâtiment extrait du DOE. La visite des installations a permis de constater que les accès et issues sont implantés conformément au plan. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : cantonnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.5.1)
Thème(s) : Risques accidentels, Cantonnement
Prescription contrôlée : Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes : <u>Article 8.2.5.1. Cantonnement</u> La cellule de stockage est divisée en deux cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés (canton n°1 de 1600 m ² et canton n°2 de 1400 m ²) et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Les écrans de cantonnement sont DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006. La hauteur des écrans de cantonnement est déterminée conformément à l'annexe de l'instruction technique 246 susvisée. Constats : Le plan du bâtiment du DOE indique que la cellule est séparée en 2 cantons de désenfumage dont les superficies sont de 1600 m ² et 1400 m ² . L'écran de cantonnement est constitué par la poutre béton de la charpente et un matériau, "non identifié" lors de la visite, qui comble l'espace entre la poutre et la toiture.

Par courriel du 11/04/2022, l'exploitant a précisé que l'écran de cantonnement est réalisé par la poutre béton et un profil L en tôle d'acier (classée A1). Il indique également que cet écran est à revoir et fera l'objet d'une modification afin de le rendre conforme à l'IT 246, soit avoir une hauteur de 2m.

Non conformité n°3 : La hauteur de l'écran de cantonnement étant inférieure à 2 m, ce dernier n'est pas conforme aux dispositions de l'instruction technique 246.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription – délai 2 mois

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2021, article 2.8 (8.5.1.2)

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 8.2.5.2. Désenfumage

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le canton n°1 de 1600 m² dispose d'une surface minimale de désenfumage de 32 m².
Le canton n°1 de 1400 m² dispose d'une surface minimale de désenfumage de 28 m².

Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacun des accès de la cellule de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol de la zone de désenfumage concernée (réarmement par canton).

La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de la cellule. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de la cellule de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ;
- classe de température ambiante T(-15) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Constats :

Les modalités d'implantation des DENFC de l'entrepôt ont été contrôlées sur la base du plan du bâtiment extrait du DOE.

Aucun DENFC n'est implanté à moins de 7 m d'un mur coupe-feu.

Le canton n°1 de 1600 m² dispose d'une surface de désenfumage de 48 m², soit 3 % de sa superficie.

Le canton n°1 de 1400 m² dispose d'une surface de désenfumage de 42 m², soit 3 % de sa superficie.

La commande manuelle des DENFC est installée en deux points opposés de la cellule. La visite des installations a permis de constater que les commandes manuelles des DENFC sont implantées conformément au plan.

L'attestation de la société ADN du 14/12/2020 certifie le bon fonctionnement pour l'ensemble du système de désenfumage et sa conformité au regard de la norme NF S 61-932 modifiée en décembre 2018.

Selon leur notice technique, les DENFC sont réalisés suivant la norme NF EN 12 101-2 et présentent les caractéristiques réglementaires requis.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.6)

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 8.2.6. SYSTÈME DE DÉTECTION

La cellule de stockage est équipée d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate audible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la cellule sinistrée par fermeture automatique des portes coupe-feu.

Constats :

Selon la fiche d'intervention de la société SOREHAL, la détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme a été installée et testée le 11/01/2021.

Le rapport du 22/02/2022 de la société SOREHAL relatif au contrôle des dispositifs de détection incendie fait état du bon fonctionnement du système de détection automatique d'incendie et de son report d'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.9)

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 8.2.9. ÉTAT DES STOCKS

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés dans la cellule, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

L'état indiquant la nature et la quantité des produits stockés dans la cellule a été présenté en séance et transmis par courriel du 29/03/2022.

Cet état indique: la référence, le code, l'emplacement dans la cellule, le n° du lot et la quantité de produits.

Non-conformité n°4: Les produits combustibles visés par la rubrique 1530 (cartons – mandrins – emballage) et présents dans la cellule de stockage ne sont pas référencés dans l'état des stocks.

L'exploitant complètera son état des stocks en y intégrant ces produits.

Pour les produits relevant de la rubrique 2663-1 (fibres synthétiques compactées en balles) la quantité est exprimée en kg.

Observation n°2 : Pour les produits relevant de la rubrique 2663-2 (rouleaux de polymère non-tissés) la quantité est exprimée en mL. Cette unité ne permet pas d'apprécier le volume (en m³) ou la quantité (en kg) de produits combustibles. L'exploitant utilisera une unité représentative de la quantité ou du volume de produits 2663-2 présents.

Le plan général des stockages a été présenté en séance et transmis par courriel du 29/03/2022.

Observation n°3 : Les références utilisées pour repérer les stocks (Ax – Mx etc.) méritent d'être intégrées au plan général des stockages afin de localiser les emplacements des produits.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription – délai 1 mois

Nom du point de contrôle : Cellule de stockage rubrique 2663 : organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2021, article 2.8 (8.2.10.1)

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Prescription contrôlée :

Les prescriptions du chapitre 8.2 « Aménagement et organisation du stockage » repris au titre 8 « conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2012 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Article 8.2.10.1. Organisation des stockages

Le stockage de produits visés par la rubrique 2663.1, correspondant aux produits finis (rouleaux de polymères non tissés), est divisé en îlots dont le volume maximal est de 600 mètres cubes.

Le stockage des produits visés par la rubrique 2663.2, correspondant aux matières premières (fibres plastique compactées en balles) est divisé en îlots dont le volume maximal est de 2 000 mètres cubes.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage.

La hauteur des stockages n'excède pas :

- 6 mètres pour les îlots de stockage des produits finis, produits visés par la rubrique 2663.1 ;
- 5 mètres pour les îlots de stockage des matières premières, produits visés par la rubrique 2663.2 ;

Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, correspondant aux produits finis, visés par rubrique 2663.1.

Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Compte tenu de la modularité de la cellule de stockage, l'exploitant s'assure du respect des dispositions du présent article lors de la définition des îlots et tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

Un affichage au niveau des îlots précise la catégorie de produits pouvant y être stockés, ainsi que la hauteur maximale de stockage.

Le plan général des stockages, à annexer à l'état des stocks prévu à l'article 8.2.9, fait figurer la géométrie du stockage défini (îlots, espaces libres, etc.) et fait mention de la nature des produits stockés et de la rubrique ICPE visées.

Les stockages situés à l'extérieur de la cellule de stockage sont séparés des murs extérieurs de la cellule par un espace libre d'au moins 5 mètres.

Constats :

Le plan général des stockages a été présenté en séance. Il indique les espaces libres et pour chaque îlot : la nature des produits stockés, la hauteur maximale, le volume maximal, les dimensions au sol. Le plan complété par les rubriques ICPE visées pour chaque îlot a été transmis par courriel du 29/03/2022.

La visite des installations a permis de faire les constats ci-dessous :

Pour les îlots de stockage de produits visés par les rubriques 2663-1 et 2663-2, la distance minimale d'1 mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure, ainsi que la distance minimale de 2 mètres de passage libre autour des îlots sont respectées.

Non-conformité n°5 : Aucun affichage au niveau des îlots ne précise la catégorie de produits pouvant y être stockés, ainsi que la hauteur maximale de stockage.

L'exploitant mettra en place l'affichage adéquat au niveau des îlots.

Le plan indique qu'un îlot dédié au stockage des produits combustibles relevant de la rubrique 1530 (cartons – mandrins – emballage) est séparé d'au moins 5 mètres des îlots de produits visés par la rubrique 2663.1.

Il a été constaté lors de la visite des installations, que des produits combustibles (cartons, mandrins et emballage) étaient présents à plusieurs endroits dans la cellule sans respecter la distance minimale de 5 mètres des îlots de produits visés par la rubrique 2663.1.

Par courriel du 29/03/2022, l'exploitant a précisé avoir déplacé ces stocks de produits combustibles dans le bâtiment adjacent à la cellule de stockage, hormis ceux stockés dans l'îlot prévu à cet effet. Les propos sont justifiés par photos.

Aucun stockage n'est situé à moins de 5 m de l'extérieur de la cellule de stockage.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription – délai 1 mois